

Duncan Cameron et François Houle (sous la direction de), *Le Canada et la nouvelle division internationale du travail*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa / University of Ottawa Press, 1985, 287 p.

Christian Deblock

Numéro 8, automne 1985

Innovations et politiques technologiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040502ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040502ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deblock, C. (1985). Compte rendu de [Duncan Cameron et François Houle (sous la direction de), *Le Canada et la nouvelle division internationale du travail*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa / University of Ottawa Press, 1985, 287 p.] *Politique*, (8), 146–153. <https://doi.org/10.7202/040502ar>

Duncan Cameron et François Houle (sous la direction de),
Le Canada et la nouvelle division internationale du travail, Ottawa,
Éditions de l'Université d'Ottawa/University of Ottawa Press,
1985, 287 pages.

Les relations économiques internationales ont connu ces dernières années de nombreux et profonds bouleversements. Ce n'est toutefois que depuis le début de la décennie actuelle que l'on a vraiment pris conscience de leur ampleur, du caractère sans doute irréversible des changements survenus, et surtout peut-être, de l'influence désormais déterminante sur l'orientation du développement des différentes économies, des tendances et configurations nouvelles en train de s'organiser et de se renforcer au sein d'un espace mondial secoué de toute part par les crises et les récessions

successives de 1980 et 1982-83. Deux points en particulier retiennent l'attention.

Premièrement, l'insertion des différentes économies nationales au sein de cet espace encore informe qu'est l'économie mondiale, a atteint des niveaux sans précédent. Sous l'effet conjugué de la libéralisation graduelle des échanges depuis une trentaine d'années et de la multinationalisation du capital, les économies sont devenues plus ouvertes que jamais, plus sensibles aussi à la conjoncture extérieure et aux contraintes de la concurrence internationale. Cette nouvelle réalité aura eu deux conséquences: la première, de forcer les autorités à faire de la «contrainte extérieure» une donnée à part entière de la politique économique, et la seconde, d'accroître les interdépendances et de baliser beaucoup plus étroitement que par le passé le développement économique national en fonction de ces dernières. À cet égard l'échec des politiques de relance traditionnelles, qu'elles soient axées sur la demande ou l'offre, aura montré à quel point il n'est plus possible de sortir de l'équilibre de sous-emploi dans lequel s'enlisent les économies sans disposer de politiques industrielles susceptibles de recréer les avantages comparatifs, de remodeler la matière industrielle autour des nouvelles industries motrices ou de faire des entreprises porteuses et innovatrices de véritables pôles de compétitivité. L'enlisement dans la crise montre aussi la nécessité d'accepter l'adaptation aux changements et la spécialisation accrue pour produire ce que Lassudrie-Dechene a pu appeler des différences, que ce soit au niveau de l'offre ou de la demande.

Moment de mise en ordre, transition violente entre deux phases de développement, entre deux régimes d'accumulation, la crise actuelle a engendré aussi comme le notait à juste titre un ouvrage récent du CEPII (CEPII, *Économie mondiale: la fracture*, Paris, Économica, 1984), une fracture à la fois historique et géographique majeure dans la production et la division internationale du travail. L'ordre international d'après-guerre a été disloqué.

L'espace mondial n'est plus, si ce l'a jamais été, cet espace bien ordonné, uni-polaire et hiérarchisé si souvent décrit. Dans ce «bric-à-brac» actuel qu'est l'économie mondiale, pour reprendre l'expression utilisée par Alain Lipietz (*Les transformations dans la division internationale du travail*, p. 53), on assiste à un processus de décomposition-recomposition qui s'opère sur deux plans; au centre et en périphérie. D'un côté, l'émergence des «Nouveaux pays industrialisés», en particulier ceux de l'Asie du Sud-Est, a fait éclater l'ex-périphérie et provoqué un redoublement de la division internationale, les pays du «fordisme périphérique» créant eux-mêmes en périphérie, une division internationale du travail (DIT) qui vient se superposer à la D.I.T. classique (A. Lipitz, p. 51). De l'autre côté, le centre lui-même a éclaté comme le montre l'évolution divergente des conjonctures depuis le début de la décennie. De plus en plus bi-polaire avec la montée en puissance du Japon, le centre aura aussi vu les écarts se creuser entre le maigre peloton des pays qui, en tête, jouissent d'une maîtrise technologique et d'avantages comparatifs dans les industries clé, et/ou ont fait de la relance industrielle une priorité politique nationale, et le peloton des autres, le peloton des perdants de la crise qui, plus mollement ou avec beaucoup de retard, on pris devant la menace de la désindustrialisation, le parti d'un difficile rattrapage et d'une reconquête bien ardue des marchés perdus.

Très sensible à la conjoncture extérieure en raison de son degré d'ouverture élevé, «où se situera le Canada dans cette nouvelle donne?» (Lipietz, p. 55). Face à tous ces changements sur la scène internationale, où va le Canada? Dans quelle direction s'orientent la restructuration économique et les politiques étatiques? C'est à ces questions qu'ont tenté de répondre les intervenants lors d'un colloque qui s'est tenu à Ottawa en 1984 autour du thème, *Le Canada et la nouvelle division internationale du travail*, et dont nous retrouvons les principales communications regroupées

dans l'ouvrage collectif du même titre publié sous la direction de Duncan Cameron et François Houle.

Réparties en quatre sections, la première portant sur l'économie mondiale et la nouvelle division internationale du travail, la seconde sur la nature du capitalisme canadien et la place qu'occupe le Canada dans cette N.D.I.T., la troisième sur les politiques industrielles et commerciales canadiennes, et la quatrième sur les ajustements sectoriels, les différentes communications apportent un éclairage fort utile sur la réalité politique et économique canadienne de ces dernières années. De l'ensemble des textes, il est possible de faire ressortir deux constats, lourds de conséquences pour l'avenir du Canada.

«The studies in this volume, note en effet Duncan Cameron, suggest that the Canadian State, while responding to the New International division of Labour, has not yet faced up to the transformation of Canadian Society that would seem to be implied by the emerging world economy». (p. 3) Sans doute conviendrait-il de nuancer le jugement. Mais, comment ne pas conclure avec D. Cameron et la plupart des intervenants de l'ouvrage à la précarité de la situation actuelle du Canada au sein de l'économie mondiale et au décalage de la réponse de l'État par rapport aux réalités nouvelles dont nous faisons état plus haut? Comme le montrent les diverses études présentées, la faible capacité d'adaptation de l'industrie canadienne, l'inadéquation des politiques économiques, encore trop conventionnelles pour pouvoir affronter les défis de la concurrence et permettre une maîtrise du développement en économie ouverte, ou encore l'étroitesse de la marge de manœuvre dont dispose, et qu'accepte, l'État confirment le pessimisme du point de vue de Cameron. Le risque est grand de voir le Canada prendre un retard de plus en plus insurmontable et de se situer dans le peloton des perdants de la crise. C'est un premier constat.

«Aucun destin extérieur, aucune loi générale du capitalisme ne vient dicter à telle nation sa place au sein d'une implacable division internationale du travail», rappelle Lipietz, (p. 55). Quelle sera alors l'évolution future du Canada et sa place dans ce nouvel ordre international en formation?

Cette question centrale nous renvoie à la nature du capitalisme canadien et aux tendances que prend la restructuration économique au Canada, mais dans le contexte d'une économie mondiale en mutation, comme le souligne Diane Ethier au terme d'une revue critique des théories consacrées à la question (*L'économie politique canadienne et la nouvelle division internationale du travail*). Le Canada a toujours joui, note de son côté François Houle (*La crise et la place du Canada dans la nouvelle division internationale du travail*), d'un statut privilégié au sein de l'économie mondiale. Imbriquée à l'économie des États-Unis et dépendante de cette dernière que ce soit sur le plan des investissements, du commerce, de la finance ou de la technologie, l'économie canadienne a pourtant bénéficié de conditions de croissance et connu un développement dans l'après-guerre comparable à celui des autres pays du centre. «La dépendance, écrit François Houle, n'a pas été synonyme d'absence d'un régime d'accumulation intensif et d'un rapport salarial fordiste» (F. Houle, p. 93). En sera-t-il encore ainsi dans l'avenir? On peut en douter. Les conclusions auxquelles conduisent le constat précédent, mais aussi les choix politiques qui ont été pris et les réactions du capital canadien à la crise qui les affecte permettent d'en douter.

Pour F. Houle, notamment, il ne sera en effet plus possible d'avoir, comme par le passé, une stratégie de substitution à l'importation jumelée à un rapport salarial de type fordiste. Crise à la fois de l'accumulation intensive et du modèle de développement axé sur la substitution à l'importation, la crise actuelle au Canada semble déboucher d'un côté sur l'internationalisation de plus en plus poussée du capital canadien (Normand Dickey, *L'internatio-*

nalisation du capital canadien), et de l'autre, sur un modèle de développement de plus en plus «extraverti». Dans un cas, il s'agirait pour le capital canadien de contourner la crise domestique et de pallier par l'intermédiation financière internationale aux faiblesses internes relatives dans les domaines industriels et technologiques (N. Dickey). Quant au nouveau modèle en émergence, il reposerait sur le rôle accru des exportations de ressources dans l'accumulation, sur une compétitivité liée à la réduction des coûts salariaux et sur une spécialisation industrielle conduisant à la désindustrialisation dans les secteurs en déclin.

Ces conclusions sont renforcées dans l'ouvrage par les études sectorielles consacrées à l'automobile, au textile et à la technologie, et surtout peut-être, par l'excellente section consacré aux politiques industrielles et commerciales.

Les contributions regroupées au sein de l'ouvrage sont d'une manière générale de grande qualité; tant sur le plan théorique que factuel. Diversifiés dans leur contenu et leur analyse, les textes sont aussi suffisamment complémentaires les uns des autres pour donner à l'ouvrage cette homogénéité que l'on ne retrouve pas toujours dans les publications qui font suite à un colloque. L'orientation et la perspective particulière qui furent données aux différents textes, font que par ailleurs, des débats fort intéressants ont ainsi pu être lancés. Souhaitons que ceux-ci ne restent pas sans lendemain et que les recherches sur l'économie politique du Canada dans la démarche mondialiste qui fut celle du colloque soient poursuivies.

On peut cependant regretter dans l'ouvrage l'absence d'un véritable débat autour de ce que l'on entend par nouvelle division internationale du travail. En effet, le quasi silence des auteurs sur le concept même de N.D.I.T. constitue un sujet d'étonnement pour le lecteur. Sans doute était-ce l'intention initiale des responsables de voir le concept défini dans la première section de l'ouvrage où seraient entre autres dégagées les grandes tendances de la N.D.I.T. Le débat est demeuré cependant trop général;

trop limité en dépit des remarques méthodologiques et théoriques fort pertinentes à la question du fordisme dans la contribution de Lipietz, trop éloigné de l'objet même du colloque et de l'ouvrage dans celle d'André Gunder Frank (*The World Crisis and Economic Policy Formation*). Dans la suite de l'ouvrage, la N.D.I.T. reste trop souvent une référence lointaine et le concept, un concept vague, voire même une sorte de mot magique qui ne permet pas d'évaluer pleinement l'ampleur des changements en cours au Canada. Heureusement, toutefois les auteurs-es ont su éviter le double travers méthodologique contre lequel Lipietz nous met en garde; «déduire la réalité concrète des lois immanentes, elles-mêmes déduites d'un concept universel (l'impérialisme, la dépendance) et, d'autre part... analyser chaque évolution concrète en fonction des exigences du sus-dit concept» (p. 28).

Autre remarque. On aurait peut-être souhaité que les auteurs-es tiennent davantage compte des changements survenus au Canada depuis le tournant des années 1980 tant dans l'économie que dans l'orientation des politiques. Outre une volonté nouvelle de faire de l'État le «gestionnaire du changement», il faut aussi noter durant le dernier mandat politique de P. E. Trudeau la redéfinition des priorités en matière économique et les tentatives de substituer à l'ancien modèle de développement, un nouveau modèle, en rupture à plus d'un égard avec l'ancien notamment en ce qui a trait aux secteurs industriels prioritaires et au développement régional. L'importance attachée dans les choix politiques et la mise en œuvre des politiques à la contrainte extérieure a été considérable. La crise et la restructuration ont aussi pris une ampleur au Canada auxquelles les auteurs-es n'ont peut-être pas toujours attaché toute l'attention souhaitée, leurs contributions trop collées aux réalités de la décennie 1970. Ces deux remarques, répétons-le, pour éviter toute ambiguïté, n'enlèvent toutefois rien ni à la qualité intrinsèques des textes ni à l'intérêt d'un tel ouvrage,

surtout dans le contexte des débats actuels sur le libre-échange avec les États-Unis.

Christian Deblock
U.Q.A.M.